



**PRÉFET  
DE L'AUBE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service de la coordination  
interministérielle et de l'appui  
territorial**

Pôle de coordination interministérielle  
et de concertation publique

**Arrêté préfectoral n° PCICP2021217-0001**

**Enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique portant sur le captage d'eaux souterraines au lieu-dit « Les Ajeux » sur le territoire de la commune de Bayel, à l'instauration des périmètres de protection et des servitudes associées sur le territoire des communes de Bayel et de Baroville et à l'autorisation d'utiliser l'eau de la source pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Bayel**

--

Le préfet de l'Aube  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**VU** le code de la santé publique et notamment ses articles L. 1321-2 et L. 1321-7 ;

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2224-9 ;

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 214-1 à L. 214-6, L. 215-3 ;

**VU** le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment son livre 1<sup>er</sup>, titre 1<sup>er</sup>, parties législatives et réglementaires ;

**VU** le décret du 15 janvier 2020 nommant M. Stéphane ROUVÉ, préfet de l'Aube ;

**VU** le décret du 22 mars 2021 nommant M. Christophe BORGUS, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PCICP2021210-0001 du 29 juillet 2021 portant délégation de signature à M. Christophe BORGUS, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** la décision n° E21000055/51 du 22 juin 2021 par laquelle le vice-président du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne a désigné M. Dominique COSSON en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus ;

**VU** les délibérations du 16 septembre 1998, du 29 mai 2008, du 16 avril 2009 et du 20 octobre 2014 du conseil municipal de Bayel relatives à la procédure de déclaration d'utilité publique et à l'instauration d'un périmètre de protection autour du captage situé au lieu-dit « Les Ajeux » ;

**VU** les conventions du 29 septembre 1998 et du 21 octobre 2014, établies entre la commune de Bayel et le syndicat mixte de l'eau, de l'assainissement collectif, de l'assainissement non collectif, des milieux aquatiques et de la démoustication (SDDEA), chargeant ce dernier de faire procéder au nom et pour le compte de la commune aux formalités nécessaires à l'instauration de la protection réglementaire des captages ;

**VU** la délibération du 24 mai 2016 par laquelle la commune de Bayel transfère la compétence « alimentation en eau potable » à la régie du SDDEA ;

**VU** les avis rendus le 30 août 1988, le 18 mai 2003 et le 16 juin 2012 par l'hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique pour le département de l'Aube, sur la définition des périmètres de protection du puit, situé au lieu-dit « les Ajeux » ;

**VU** les pièces du dossier et notamment les plans et états parcellaires produits ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de protéger le captage situé au lieu-dit « Les Ajeux », alimentant la commune de Bayel ;

**CONSIDÉRANT** que le périmètre de protection du captage d'eau de Bayel concerne également le territoire de la commune de Baroville ;

**CONSIDÉRANT** que le dossier ne comporte pas d'étude d'impact au sens des articles L. 122-1 et suivants du code de l'environnement et ne fait donc pas l'objet d'un avis de l'autorité environnementale ;

**CONSIDÉRANT** que les dates de l'enquête publique ont été fixées en accord avec le commissaire enquêteur ;

**CONSIDÉRANT** que la crise de la covid-19 impose notamment à l'État et aux collectivités territoriales de veiller au respect des règles sanitaires pour l'accueil du public dans leurs locaux respectifs ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

## **ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Il sera procédé conjointement en mairies de Bayel et Baroville à une enquête publique préalable portant sur :

- La déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux souterraines du captage situé au lieu-dit « Les Ajeux » sur le territoire de la commune de Bayel ;
- La déclaration d'utilité publique de l'instauration des périmètres de protection et des servitudes associées ;
- L'autorisation d'utiliser l'eau de la source pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Bayel.

**ARTICLE 2** : M. Dominique COSSON, proviseur de lycée retraité, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par le vice-président du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne.

**ARTICLE 3** : Cette enquête se déroulera du lundi 30 août 2021 à 16h00 au vendredi 1<sup>er</sup> octobre 2021 inclus à 18h00, soit pendant trente-trois jours, en mairies de Bayel et de Baroville.  
Le siège de cette enquête est fixé à la mairie de Bayel.

**ARTICLE 4** : Pendant toute la durée de l'enquête publique, un dossier en version papier ainsi qu'un registre d'enquête, à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront déposés dans les mairies de Bayel et Baroville et tenus à la disposition du public qui pourra consigner ses observations pendant les jours et heures d'ouverture habituelles des mairies.

Le dossier sera accessible pendant toute la durée de l'enquête :

- Sur le site internet des services de l'État dans l'Aube en suivant le chemin suivant : <https://www.aube.gouv.fr> → Publications → Aménagement du territoire – Environnement – Développement-durable → Les DUP (déclarations d'utilité publique) → enquêtes publiques année 2021 ;

- Sur un poste informatique à la préfecture de l'Aube, 2 rue Pierre Labonde – 10000 Troyes du lundi au vendredi de 8h30 à 11h30 et de 13h30 à 16h30 sous réserve d'une prise de rendez-vous préalable par téléphone (03.25.42.37.85) ou par courriel (pref-ep-captage-bayel@aube.gouv.fr).

Les observations et propositions écrites et orales du public pourront également être reçues par le commissaire enquêteur aux lieux, jours et heures qui sont fixés à l'article 5 du présent arrêté.

Les observations du public pourront également être adressées à l'attention de M. le commissaire enquêteur :

- Soit par correspondance envoyée au siège de l'enquête à la mairie de Bayel, place de la mairie à BAYEL (10310) ;
- Soit par courrier électronique (pref-ep-captage-bayel@aube.gouv.fr). La taille des messages électroniques et de leur(s) annexe(s) éventuelle(s) sera limitée à un mégaoctet.

Les observations et propositions adressées par voie postale ou remises en mains propres lors des permanences fixées à l'article 5 du présent article seront annexées au registre d'enquête susmentionné.

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront adressées au commissaire enquêteur par le pôle de coordination interministérielle et de concertation publique. Elles seront consultables sur le site internet des services de l'État dans l'Aube susmentionné dans les meilleurs délais.

Toutes les observations devront parvenir durant la période de l'enquête publique et au plus tard le vendredi 1<sup>er</sup> octobre 2021 à 18h00.

**ARTICLE 5 :** Le commissaire enquêteur sera présent afin de recevoir les observations écrites ou orales du public dans les mairies de Bayel et Baroville aux dates et horaires suivants :

- Lundi 30 août 2021 de 16h00 à 18h00 à la mairie de Bayel ;
- Vendredi 10 septembre 2021 de 16h00 à 18h00 à la mairie de Baroville ;
- Jeudi 23 septembre 2021 de 16h00 à 18h00 à la mairie de Bayel ;
- Jeudi 30 septembre 2021 de 16h00 à 18h00 à la mairie de Bayel ;
- Vendredi 1<sup>er</sup> octobre 2021 de 16h00 à 18h00 à la mairie de Baroville.

**ARTICLE 6 :** Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès du préfet de l'Aube. Les observations du public sont également communicables selon les mêmes modalités pendant toute la durée de l'enquête.

**ARTICLE 7 :** Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié huit jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci par voie d'affiches et éventuellement par tout autre procédé, au lieu habituel d'affichage des mairies de Bayel et Baroville. Il sera justifié de l'accomplissement de cette formalité par un certificat qui sera adressé à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et concertation publique.

Cet avis sera également inséré en caractères apparents, au frais du pétitionnaire, huit jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans les deux journaux locaux d'annonces légales du département de l'Aube suivants : l'Est Éclair et Libération Champagne.

Par ailleurs l'avis d'enquête publique sera publié sur le site internet des services de l'État du département de l'Aube.

**ARTICLE 8 :** Le responsable du projet est le directeur général du syndicat mixte de l'eau, de l'assainissement collectif, de l'assainissement non collectif, des milieux aquatiques et de la démoustication (SDDEA), 22 rue Grégoire Pierre Herluison, cité administrative des Vassaules, 10000 Troyes.

**ARTICLE 9 :** À l'expiration du délai d'enquête, les registres seront adressés, dans les vingt-quatre heures qui suivent, par les maires, au commissaire enquêteur selon les modalités qu'il fixera.

Dès réception des registres et des documents annexés, le commissaire enquêteur examine les observations recueillies et entend toute personne qu'il lui paraît utile de consulter ainsi que l'expropriant, s'il en fait la demande.

Le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatara le déroulement de l'enquête et examinera les observations recueillies.

Le commissaire enquêteur consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Dans un délai d'un mois à compter de la date de clôture d'enquête, le commissaire enquêteur transmettra au préfet de l'Aube les registres et les pièces annexées, avec son rapport et ses conclusions motivées.

**ARTICLE 10 :** Le préfet de l'Aube adressera copie du rapport et des conclusions aux mairies de Bayel et Baroville, ainsi qu'au sous-préfet de l'arrondissement de Bar-sur-Aube et au directeur départemental des territoires de l'Aube.

Ces documents seront, en outre, publiés pendant une durée d'un an sur le site internet des services de l'État dans l'Aube au lien suivant : <https://www.aube.gouv.fr> → Publications → Aménagement du territoire – Environnement – Développement durable → Les DUP : Déclarations d'utilité publique -> Rapport et conclusions du commissaire enquêteur année 2021.

Les conclusions du commissaire enquêteur sont communiquées à toute personne intéressée qui en fait la demande à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de concertation publique.

**ARTICLE 11 :** Le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne (25, rue du Lycée, 51036 Châlons-en-Champagne Cedex) en déposant un recours directement auprès du greffe ou en l'adressant par voie postale en lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie dématérialisée par le biais de l'application télérecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).

**ARTICLE 12 :** Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, la maire de la commune de Bayel, la maire de la commune de Baroville, la déléguée territoriale de l'Aube de l'agence régionale de santé et le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Troyes, le **05 AOUT 2021**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Christophe BORGUS